

Affaires courantes

Le grand nombre de producteurs de volaille et d'oeufs et de citoyens engagés de l'Alberta, qui ont signé cette pétition, soutiennent les efforts du gouvernement du Canada aux négociations du GATT. Ils approuvent la position du gouvernement fédéral sur la question du commerce agricole et veulent obtenir un accord pour rétablir l'ordre dans les relations commerciales agricoles sur le plan international.

Ils pressent le gouvernement du Canada de maintenir fermement sa position à l'égard de l'article XI du GATT afin que cet article soit précisé et renforcé pour protéger le système canadien de gestion de l'offre.

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

M. Ken Hughes (Macleod): Monsieur le Président, ma deuxième pétition est très volumineuse. Elle est signée par 600 citoyens de l'Alberta. La plupart des signataires habitent dans ma circonscription, Macleod.

La pétition vise à appuyer le projet de loi de contrôle des dépenses, cette importante mesure législative à laquelle les habitants de Macleod tiennent beaucoup.

En signant cette pétition, ils manifestent leur appui à l'initiative du gouvernement fédéral d'imposer des limites aux dépenses gouvernementales. Exprimé simplement, leur message à tous les députés est le suivant: «Assez, c'est assez».

Ils nous demandent de mettre de l'ordre dans les finances du gouvernement et nous prient d'appuyer ce projet de loi à l'unanimité.

Les signataires viennent de nombreuses villes.

LA JUSTICE

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je veux également présenter à la Chambre une pétition dûment certifiée par le greffier des pétitions. C'est mon devoir de le faire et c'est aussi un honneur. Elle porte la signature de nombreux Canadiens vivant dans tous les coins de ma circonscription, Hamilton-Ouest, notamment Tillsonburg, Binbrook et certains secteurs de Hamilton et de Burlington.

Ils se joignent à plus de 100 000 autres pétitionnaires, qui ont déjà demandé à la Chambre de donner son appui aux parents de Nina DeVilliers, et demandent au Parlement de reconnaître la gravité et l'horreur que représentent pour la société les crimes violents contre la person-

ne. Ils le prient de modifier en conséquence le Code criminel du Canada, la Loi sur la réforme du cautionnement de 1972 et la Loi sur la libération conditionnelle.

LA CROATIE

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par un très grand nombre de personnes du centre de la Colombie-Britannique, qui demandent au gouvernement du Canada de reconnaître l'indépendance et la souveraineté de la Croatie. Les signataires supplient le gouvernement de fournir l'aide humanitaire nécessaire à ces vaillants Croates qui défendent leurs familles, leurs foyers et leur patrie. Les pétitionnaires soulèvent quelques autres questions, monsieur le Président, mais j'en ferai part à la Chambre une autre fois.

Je tiens à dire que je considère comme un privilège, et même un honneur, de pouvoir présenter ce document.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): J'ai une autre pétition signée par de nombreux contribuables, littéralement des centaines. Je n'ai pas compté toutes les signatures.

Ils se disent inquiets de ce que la taxe fédérale de 9 p. 100 sur les produits et services cause énormément de tort, au plan économique, à un nombre croissant de Canadiens et ils demandent au gouvernement d'envisager de la supprimer.

LA GRC

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Ensuite, les pétitionnaires, toujours de Kamloops, demandent au gouvernement fédéral de s'assurer que la Gendarmerie royale du Canada recevra le financement dont elle a besoin pour remplir son mandat et son rôle de seule force policière visible pour les localités de toute la Colombie-Britannique.

LA RIVIÈRE THOMPSON-NORD

M. Nelson S. Riis (Kamloops): Enfin, les pétitionnaires se disent inquiets du projet qu'a une entreprise de Vancouver de construire, en collaboration avec une entreprise californienne, un barrage sur la rivière Thompson-Nord, à la hauteur de Vavenby, en Colombie-Britannique, en vue de détourner une partie des eaux de cette rivière vers la région de San Diego, en Californie.

Ils demandent humblement au gouvernement de faire valoir que les rivières canadiennes ne sont pas à vendre.